


2Rénovation des installations de climatisation et du réseau eau potable du Lycée Jean MERMOZ

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) 2024 RIC/REP

	MAITRISE D'OUVRAGE Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger Sous-Direction de l'Immobilier 23, Place de Catalogne 75014 PARIS
---	--

	MAITRISE D'ŒUVRE : GROUPE CETAB 6, passage Tenaille 75014 PARIS Tél : 01 43 21 36 94 / cetab.paris@cetab.fr
---	---

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché :

**Rénovation des installations de climatisation et du réseau eau potable du Lycée Jean
MERMOZ de Dakar**

Procédure de consultation utilisée

Marché à procédure adaptée – marché à prix global et forfaitaire

Dossier de consultation des ENTREPRISES
(D.C.E.)

Réponses attendues pour 16 janvier 2025 à 12 heures 00, GMT+0

SOMMAIRE

Table des matières

1 - Objet de la consultation – Emplacement des Travaux	4
2 - Modalités de la consultation	4
2.1 - Procédure	4
2.2 - Allotissement	4
2.3 - Forme du marché	4
2.4 - Tranches	4
2.5 - Délai d'exécution	4
2.6 - Variantes	5
2.7 - Maîtrise d'ouvrage (MOA)	5
2.8 - Maîtrise d'œuvre (MOE)	5
2.9 - Contrôle technique (CT)	5
2.10 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)	5
3 - Modalités de retrait et contenu du dossier de consultation	6
3.1 - Modalités de retrait du dossier de consultation	6
3.2 - Composition du dossier de consultation	6
3.3 - Modifications de détail.....	7
3.4 - Visite de site.....	7
4 - Présentation des offres	7
4.1 - Date de remise offres	7
4.2 - Modalités de remise des offres.....	7
4.3 - Conditions de participation	9
4.4 - Groupements d'opérateurs économiques	9
4.5 - Vérification des offres.....	11
4.6 - Contenu des plis remis : offre	11
4.6.1 - Pièces relatives à la candidature.....	11
4.6.2 - Pièces obligatoires relatives à l'offre	12
4.7 - Délai de validité des offres.....	13
4.8 - Appréciation des équivalences de normes	13
4.9 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé sur le chantier	14
4.10 - Sous-traitance.....	14
4.11 - Mode de règlement.....	14
5 - Examen des candidatures	14
6 - Examen des offres	14
6.1 - Critères d'analyse des offres	15

6.2 - Phase de négociation éventuelle.....	15
7 - Attribution du marché	16
8 - Contentieux	17
9 - Renseignements complémentaires	17

1 - Objet de la consultation – Emplacement des Travaux

Le présent règlement régit la consultation en vue de la désignation du Titulaire du marché des travaux de rénovation des installations de climatisation et du réseau d'eau potable du Lycée Jean Mermoz de Dakar.

Le présent marché de travaux consiste à rénover les systèmes de climatisation et de remplacer les réseaux de distribution d'eau potable du site. La description précise des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Technique Particulière (CCTP).

Les travaux sont réalisés en site occupé, avec un phasage afin de garantir la continuité de leurs activités.

2 - Modalités de la consultation

Le candidat est informé que le marché sera conclu en euro si l'attributaire est installé en zone euro et dans la monnaie locale de l'attributaire dans le cas contraire.

2.1 - Procédure

Le marché issu de la présente consultation sera passé, exécuté et liquidé hors du territoire français. Le marché sera exécuté à Dakar. Hors zone UE, le marché est soumis spécifiquement à l'application du code de la commande publique français.

Il s'agit d'une consultation passée sous la forme d'une procédure adaptée avec éventuelle négociation(3 premiers candidats), comportant :

- une phase simultanée de réception des candidatures et des offres (incluant une visite du site obligatoire) ;
- une phase de négociation ;

Le Pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

2.2 - Allotissement

Le marché est constitué en un lot unique, le maître d'ouvrage ne pouvant assurer l'organisation, le pilotage et la coordination des travaux projetés à l'étranger, en site occupé, et dans un contexte multiculturel et multilinguistique non maîtrisé.

2.3 - Forme du marché

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

2.4 - Tranches

Le marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

2.5 - Délai d'exécution

Voir les articles 5 de l'acte d'engagement et 2.2.5 du CCAP.

2.6 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.7 - Maîtrise d'ouvrage (MOA)

L'agence pour l'Enseignement du Français à L'Etranger :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur, le proviseur du Lycée Jean Mermoz de Dakar : par délégation de signature, est le signataire du marché de travaux.

Avenue Cheikh Anta Diop

BP322

Dakar, Sénégal

- La conduite de l'opération est assurée par :

L'agence pour l'Enseignement du Français à L'Etranger

Direction des Immeubles et de la Logistique

23, Place de Catalogne

75014 PARIS

odile.hagenmuller@diplomatie.gouv.fr

2.8 - Maîtrise d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement désigné dans le présent marché sous le nom de Maître d'œuvre :

Groupe CETAB

6, passage Tenaille

75014 PARIS

cetab.paris@cetab.fr

La mission du maître d'œuvre est une mission conforme à la loi MOP française (Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) fondue dans le Code de la commande publique. Elle inclut les missions d'études et le suivi de l'exécution des travaux.

2.9 - Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par : *désignation à venir*.

2.10 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II (au sens du code du travail français) sera assurée par : *Désignation à venir*.

Le coordinateur SPS sera aussi garant du respect par le titulaire de la réglementation locale relative au désamiantage.

3 - Modalités de retrait et contenu du dossier de consultation

3.1 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

Les candidats sont invités à télécharger le dossier de consultation en s'identifiant (ce qui suppose de créer un compte). Si les candidats choisissent de télécharger le dossier de consultation de façon anonyme, comme le permet la réglementation en vigueur, ils prennent le risque de ne pas être avertis en temps et en heure des modifications mineures éventuelles qui seraient susceptibles d'affecter le dossier pendant la période de mise en ligne. Ils ne pourront élever aucune réclamation à ce titre.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à consulter la rubrique "Aide" disponible sur la PLACE.

Ces modalités de retrait se retrouvent également :

- Dans l'avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics BOAMP) : <http://www.boamp.fr>
- Sur la plateforme des achats de l'État Français (PLACE) à l'adresse suivante www.marches-publics.gouv.fr sous la référence : **2024 RIC/REP**

Sur PLACE, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur le profil acheteur (www.marches-publics.gouv.fr) afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats.

Aucun dossier de consultation ne sera délivré à toute demande parvenue au service au-delà de la date limite de remise des offres.

3.2 - Composition du dossier de consultation

Il contient les documents suivants et leurs annexes éventuelles :

- le présent règlement de consultation ;
- les formulaires DC1 et DC2
- l'acte d'engagement et ses annexes (DC4) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses pièces graphiques ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021)
- le planning prévisionnel établi par la maîtrise d'œuvre ;
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- les plans et coupes ;

3.3 - Modifications de détail

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où, un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

3.4 - Visite de site

La visite du site est **obligatoire**. Elle sera organisée le 08/01/2025 à 14 h 00 ou le 15/01/2025 à 14 h 00. Pas d'autres visites possibles.

Le candidat transmettra une copie numérisée recto-verso des pièces d'identités des participants à la visite auprès des correspondants suivants :

Lycée Français Jean Mermoz
Avenue Cheikh Anta Diop
BP322
Dakar, Sénégal
marche@lyceemermozdakar.org

La maîtrise d'ouvrage tiendra un registre des visites et remettra au candidat le jour de la visite une attestation de visite signée par un personnel du lycée qu'il lui appartiendra de joindre à sa candidature. Cette visite et les frais qu'elle engendrera (billets d'avion, nuitées, dépenses sur place) ne donnera lieu à aucun remboursement par le Maître d'Ouvrage et sera donc prise en charge en totalité par le candidat.

Les visites sont susceptibles de susciter de nouvelles questions. Il appartient aux candidats de poser les questions qui leur paraissent nécessaires au représentant du pouvoir adjudicateur par écrit, par le biais de la PLACE **exclusivement**. Il ne sera répondu à aucune question oralement. Les candidats ne pourront se prévaloir d'aucune réponse orale.

4 - Présentation des offres

4.1 - Date de remise offres

La date limite de remise des offres est fixée en page de garde du présent règlement.

Les offres reçues hors délai sont éliminées.

4.2 - Modalités de remise des offres

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement sur le site (PLACE)** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde s'appliquent.

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Le candidat qui envoie, ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Le candidat transmet son offre par un dépôt unique sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ou via France Transfert à partir du lien suivant :

<https://francetransfert.numerique.gouv.fr/upload>.

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites mentionnées en page de garde du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après sont rejetés.

Le profil connecté sur la PLACE n'ayant aucune activité est déconnecté automatiquement à l'issue d'un délai de 30 minutes. Le Pouvoir adjudicateur ne saurait ni déroger à l'heure limite de remise des offres ni être tenu pour responsable si un soumissionnaire n'a pas été vigilant à maintenir par tous moyens la connexion de son profil entreprise lors du téléchargement.

4.3 - Conditions de participation

Les offres sont entièrement rédigées en langue française.

L'ensemble des échanges entre le Pouvoir adjudicateur et les candidats devra respecter le principe d'égalité de traitement qui s'applique à l'ensemble de la procédure de passation.

Les concurrents consultés considéreront comme strictement confidentiel le dossier de cette opération et ne devront communiquer à qui que ce soit aucun renseignement sur les études effectuées.

4.4 - Groupements d'opérateurs économiques

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs candidatures pour ce marché, en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements (R2151-7 du code de la commande publique français).

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique français, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Cette clause s'applique à l'entreprise, à ses agences et ses succursales. Le non-respect de cette clause entraînera l'élimination des candidatures concernées. Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de la candidature.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Conformément aux termes de l'article L2141-13 du code de la commande publique français, il est précisé aux candidats qui se présentent sous la forme d'un groupement, que lorsque le motif d'exclusion

de la procédure de passation concerne un de ses membres, le Pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Dans le cadre de la présente consultation : La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement solidaire. Chacun des membres du groupement dit solidaire est engagé financièrement pour la totalité du marché comme précisé dans l'acte d'engagement. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique, le soumissionnaire ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

En cas de candidature avec un Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique, le formulaire indique par défaut que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdictions de soumissionner. Il appartient, le cas échéant, au candidat de mentionner le motif concerné par l'interdiction de soumissionner.

En application des articles L2141-7 et suivants du code de la commande publique, sont exclues de la procédure de passation du marché public :

1° les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur ;

2° les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;

3° les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;

4° les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;

5° les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique

ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

Un opérateur économique ne peut être exclu en application des dispositions qui précèdent que s'il a été mis à même par l'acheteur d'établir, dans un délai raisonnable et par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

4.5 - Vérification des offres

Dans le cas où des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de l'offre sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai approprié et identique pour tous.

4.6 - Contenu des plis remis : offre

4.6.1 - Pièces relatives à la candidature

4.6.1.1 - Pour le candidat se présentant seul

Les pièces relatives à la candidature à fournir sont les suivantes :

1. une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants complétée par une personne habilitée à engager la société : imprimé DC1, ou équivalent, fourni dans le dossier de consultation et téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
2. une déclaration du candidat (imprimé DC2 ou équivalent ou DUME : Document unique de marché européen) dans laquelle le candidat s'identifie précisément. Le formulaire DC2 est fourni dans le dossier de consultation et téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
3. le cas échéant, la copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire ;

4. le cas échéant, l'acte spécial (formulaire DC4 ou équivalent) relatif à la présentation d'un sous-traitant, fourni dans le dossier de consultation ;
5. le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société ;
6. la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
7. la présentation d'une liste d'au moins 3 références de chantiers similaires en volume et en technicité exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution du client. Les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
8. une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Remarque : Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le maître de l'ouvrage, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le maître de l'ouvrage.

4.6.1.2 - Pour le candidat se présentant en groupement

Si le candidat se présente en groupement, chacun de ses membres doit remettre une déclaration du candidat (imprimé DC2 ou équivalent tel que décrit ci-dessus) et les éléments obligatoires susmentionnés (à l'exception de la lettre de candidature – DC1), permettant d'établir que le candidat est en mesure de fournir les prestations objet du marché. L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

4.6.1.3 - Présentation, à l'appui de la candidature, d'autres opérateurs économiques

Le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

4.6.2 - Pièces obligatoires relatives à l'offre

Les pièces relatives à l'offre à fournir impérativement sont les suivantes :

1. **L'acte d'engagement** complété et daté par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société ;

Remarque :

Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement rédigé par la personne publique joint au dossier de consultation des entreprises.

2. **le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire** complété ;

3. **le mémoire méthodologique et technique**, comprenant les éléments obligatoires suivants :

- a) **COMPRÉHENSION ET APPROCHE** : une note du candidat détaillant sa compréhension du projet, les enjeux principaux identifiés et expliquant son approche envisagée pour le projet ;
- b) **MOYENS HUMAINS DÉDIÉS** : une note du candidat présentant l'équipe dédiée au projet, la justification de son dimensionnement, l'organisation fonctionnelle envisagée pour l'équipe, l'implantation géographique de chaque membre (présence complète ou partielle sur Dakar, ou ressource à distance) et les curriculum vitae de chaque membre de cette équipe ;
- c) **MOYENS MATÉRIELS DÉDIÉS** : une note du candidat présentant et justifiant les matériels dédiés au projet (installations de chantier, engins de chantier envisagés selon les accès au site, les outils de chantier selon les nuisances et les travaux à conduire, les échafaudages installés pour les travaux le nécessitant, etc.) ;
- d) **MODE OPÉRATOIRE ET SOLUTIONS TECHNIQUES** : une note du candidat présentant les modes opératoires envisagés (travaux en site occupé, phasage délicat des travaux, contexte multiculturel, barrière de la langue, contraintes sécuritaires liées à la présence d'élèves mineurs, climat sénégalais, lien avec le service utilisateur, exemplarité environnementale, gestion de la sécurité des travailleurs et de la coactivité, organisation des travaux en hauteur et extérieurs, organisation des bascules de réseaux techniques, organisation des réceptions partielles, dispositions pour tenir les délais, dispositions pour limiter les nuisances, etc.), ainsi que les solutions techniques proposées pour répondre aux besoins exprimés (justifiées par leur durabilité, maintenabilité, performances, etc.).

Remarques : concision et clarté sont essentielles pour la lisibilité du mémoire technique.

4. **le planning prévisionnel d'exécution** signé : A partir du planning d'exécution prévisionnel fourni dans le dossier, le candidat établira son propre planning d'exécution mis à jour, faisant clairement apparaître l'enchaînement envisagé par le candidat (qui peut différer à la marge de celui fourni, dans le respect des contraintes de l'article 2.2.5 du CCAP) des différentes macro-phases, accompagné d'un court texte expliquant les optimisations, modifications envisagées.

5. **l'attestation de visite du chantier**, signé et délivrée par le maître d'ouvrage.

4.7 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours. Ce délai court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.8 - Appréciation des équivalences de normes

Se référer à l'article 3.2 du CCTP 'Lot 00 – Prescriptions communes'.

4.9 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé sur le chantier

Se référer à l'article 7.7 du CCAP.

4.10 - Sous-traitance

L'Entreprise ou le groupement d'Entreprises est tenu de déclarer l'ensemble de ses sous-traitants. Les dispositions en la matière sont portées à l'article 2.5 du CCAP.

4.11 - Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement bancaire. Dans le cadre du respect de la réglementation des changes, le virement sera réalisé sur un compte domicilié dans le pays où se trouve le siège du Titulaire. Dans le cas d'un pays hors zone Euro, le virement sera effectué en monnaie locale.

5 - Examen des candidatures

Le Pouvoir adjudicateur éliminera les candidatures reçues après la date limite fixée en page du présent règlement de consultation.

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, le Pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières demandées pour exécuter les prestations concernées.

Si le Pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Le Pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Examen des offres avant les candidatures : Le Pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

6 - Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres dans un délai approprié (5 jours maximum), à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Il pourra donc rejeter une offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée, sans avoir examiné la recevabilité de la candidature du soumissionnaire.

Des négociations pourront avoir lieu, notamment par échange via PLACE.

L'acheteur pourra négocier avec les trois premiers candidats. A l'issue de ces négociations, les candidats seront classés définitivement, en prenant en compte les critères de choix préalablement définis.

L'acheteur se réserve néanmoins la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres initiales en application de l'article R.2161-17 du code de la commande publique.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées, sont classées par ordre décroissant conformément aux critères pondérés définis ci-après. L'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du Pouvoir adjudicateur.

Le nombre de candidats ayant remis une offre initiale et qui seront invités à la négociation est au maximum de 3.

6.1 - Critères d'analyse des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	40.0 %
2 – Valeur technique :	50.0 %
2.1 – Compréhension et approche du projet par le soumissionnaire	10.0 %
2.2 – Moyens humains du soumissionnaire dédiés au chantier	15.0 %
2.3 – Moyens matériels du soumissionnaire dédiés au chantier	15.0 %
2.4 – Mode opératoire et solutions techniques appliqués au chantier	60.0 %
3 – Planning prévisionnel de l'opération	10.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Les critères sont notés sur 100.

Les sous-critères sont notés sur 10.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante : Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation.

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée pour incohérence.

6.2 - Phase de négociation éventuelle

L'acheteur public se réserve la possibilité de négocier mais peut attribuer le marché sans négociation.

En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

À cette occasion, l'acheteur public négociera par courriel avec avis de réception ou par réunion dans les locaux de l'AEFE à Paris ou sur place avec les candidats ayant déposé une offre.

7 - Attribution du marché

Les offres sont ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 100) à la moins bonne. Le candidat ayant obtenu la meilleure note sur 100 points est déclaré attributaire du marché. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le marché est attribué au candidat ayant reçu la meilleure note sur le critère « prix des prestations ».

L'attribution définitive du marché est prononcée par une décision motivée du Pouvoir Adjudicateur, ou de son représentant.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché est invité à produire, dans le délai imparti, les pièces suivantes :

- Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité
- Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) ;
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise est établie en France au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5 du code du travail) :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise est établie à l'étranger et qu'il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire une preuve de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises de son pays.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (pour les titulaire français : arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.
- Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces documents devront être également fournis dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à compter de la date de réception de la demande de l'administration (par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception).

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.

Ces pièces doivent être transmises par courriel et peuvent éventuellement être transmises par courrier à l'adresse suivante :

L'agence pour l'Enseignement du Français à L'Etranger
Direction des Immeubles et de la Logistique
23, Place de Catalogne
75014 PARIS
odile.hagenmuller@diplomatie.gouv.fr

Si le candidat n'est pas en mesure de fournir les renseignements demandés dans le délai requis, le marché est attribué à l'offre classée en deuxième position (sous réserve que le candidat fournisse à son tour les renseignements demandés).

8 - Contentieux

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04.

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr – Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04.

E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr – Téléphone : 01.44.59.44.00 – Télécopie : 01.44.59.46.46

9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir une demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.